

Public Financial Aid to Developing Countries par le SERVICE DE RECHERCHES DE LA CONFÉDÉRATION GÉNÉRALE DES INDUSTRIES ITALIENNES. (Collection « Series of Research Works », no 1). Un vol., 6¾ po. x 9½, broché, 89 pages plus tableaux — CONFEDERATIONS GENERALE DELL'INDUSTRIA ITALIANA, 11 Piazza Venezia, Rome, 1961

Camille Martin

Volume 37, numéro 4, janvier–mars 1962

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1001711ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1001711ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

HEC Montréal

ISSN

0001-771X (imprimé)

1710-3991 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Martin, C. (1962). Compte rendu de [*Public Financial Aid to Developing Countries* par le SERVICE DE RECHERCHES DE LA CONFÉDÉRATION GÉNÉRALE DES INDUSTRIES ITALIENNES. (Collection « Series of Research Works », no 1). Un vol., 6¾ po. x 9½, broché, 89 pages plus tableaux — CONFEDERATIONS GENERALE DELL'INDUSTRIA ITALIANA, 11 Piazza Venezia, Rome, 1961]. *L'Actualité économique*, 37(4), 746–746. <https://doi.org/10.7202/1001711ar>

Public Financial Aid to Developing Countries par le SERVICE DE RECHERCHES DE LA CONFÉDÉRATION GÉNÉRALE DES INDUSTRIES ITALIENNES. (Collection «Series of Research Works», no 1). Un vol., 6¾ po. × 9½, broché, 89 pages plus tableaux. — CONFEDERAZIONE GENERALE DELL'INDUSTRIA ITALIANA, 11 Piazza Venezia, Rome, 1961.

Les faibles revenus des populations des pays sous-développés rendent presque impossible la formation de capitaux, et les bas niveaux de vie qui en résultent freinent dans une bonne mesure l'esprit d'entreprise. Pour sortir ces pays du cercle vicieux dans lequel ils se débattent, on n'a guère vu jusqu'ici que l'aide financière de l'étranger (qui ne peut guère être que publique).

Dans l'ouvrage étudié, le bureau de recherches de la Confédération des Industries minérales italiennes essaie de donner une image aussi claire que possible des canaux par lesquels l'assistance financière des pays étrangers est parvenue aux pays sous-développés depuis la fin de la guerre, de l'importance de cette assistance et de sa répartition parmi les divers pays bénéficiaires.

Le premier chapitre traite des divers programmes d'assistance, le deuxième, des organismes internationaux fondés aux fins d'assistance financière et des règles de fonctionnement auxquelles celle-ci donne lieu; les quatre chapitres suivants, des organismes et des programmes des États-Unis, de l'Angleterre, de la France, de l'Australie, du Canada, de la Nouvelle-Zélande, de la Belgique, de l'Italie, de la République fédérale de l'Allemagne, des Pays-Bas et du bloc communiste de la Russie et de la Chine. Enfin, un chapitre de conclusion insiste, devant les doutes engendrés par les résultats obtenus jusqu'ici, sur la nécessité de reviser les critères d'après lesquels on a distribué les fonds publics de secours, et surtout sur la nécessité d'une coordination internationale des efforts accomplis, si l'on veut que le problème des pays sous-développés où vivent les deux tiers de l'humanité ne prenne des proportions encore plus sérieuses. Pour fins de récapitulation, un appendice classe les sommes affectées aux divers pays selon chaque programme.

Camille Martin

Social Science and Community Action, par CHARLES-R. ADRIAN, PETER-H. ROSSI, ROBERT-A. DAHL et LLOYD RODWIN. Une brochure de 55 pages. — INSTITUTE FOR COMMUNITY DEVELOPMENT & SERVICES, OFFICE OF RESEARCH, Kellogg Center, Université du Michigan, East Lansing, Michigan, 1960. (\$2).

On a réuni sous ce titre les travaux de trois autorités en sciences politiques, en sociologie et en urbanisme, travaux présentés au cours d'une série de séminaires tenus sous les auspices de l'Institut de Développement et de Services communautaires de l'Université de Michigan. Le but de ces séminaires était de trouver les moyens, s'il en existe, d'appliquer la masse des connaissances acquises dans tous les domaines du savoir à la solution des problèmes communautaires des agglomérations urbaines des États-Unis.